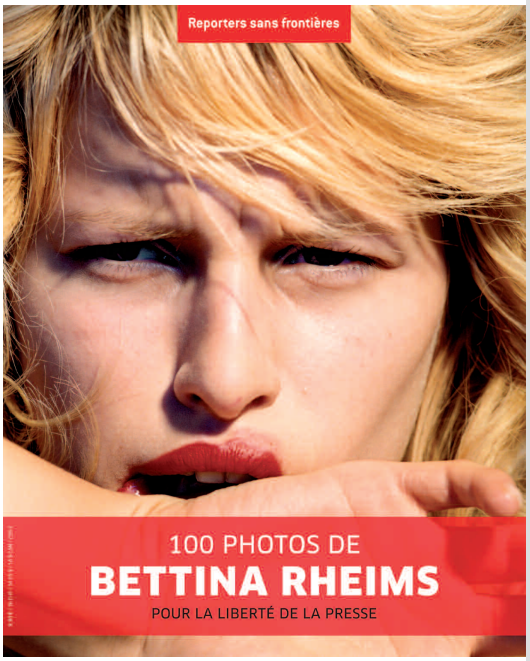

© Bettina Rheims, Courtesy Galerie Jérôme de Noirmont, Paris :
Close up of Karolina Kurkova the most beautiful girl in town, Paris, Décembre 2001.

Soutenez l'action de Reporters sans frontières en achetant l'album «100 photos de Bettina Rheims pour la liberté de la presse» mis en vente à l'occasion de la Journée internationale de la liberté de la presse, le 3 mai. L'argent recueilli grâce à la vente des albums photos couvre plus de 60 % du budget de l'organisation assurant ainsi son indépendance financière. Il lui procure les moyens de financer du matériel informatique pour relancer une rédaction, de payer un avocat lors du procès d'un journaliste, d'aider financièrement sa famille lorsqu'il est emprisonné. Grâce à ses partenaires qui prennent en charge les frais de fabrication, de distribution et de promotion, le prix de vente de l'album - 9,90 € - revient intégralement à l'association.

SOMMAIRE

AU FIL DES JOURS 2 et 3
- Le Centre de Doha pour la liberté de l'information devient réalité
- Avez-vous «cybermanifesté ?»
- Journée du 3 mai : L'Europe aussi est dangereuse

DOSSIER 4 à 6
- Les multiples visages du contrôle de l'information en Chine
- Une presse moderne et dynamique sous très haute surveillance
- Documentaire : «Colère de Chine» : le désespoir des victimes du «miracle chinois»
- Hu Jia : «Ce n'est pas juste !»
- De nouveaux périls pour les journalistes étrangers
- Reporters sans frontières sur tous les fronts

RÉFLEXION 7
- Les deuxièmes «Assises du journalisme» à Lille : «À quoi sert un journaliste ?»

ENQUETE 8
- Profession : journaliste irakien... exilé

Le courrier de Reporters sans frontières

NUMÉRO 16
MAI, JUIN, JUILLET 2008
PRIX : 1,50 €

ÉDITO

Un succès et un espoir

En quelques jours, tout a changé. L'apparition de RSF à Olympie, brève mais tellement sacrilège, et surtout son omniprésence le 7 avril dernier sur le parcours, long et cauchemardesque, de la flamme olympique à Paris ont fait comprendre au plus grand nombre ce que nous répétions depuis des années, en ayant souvent le sentiment un peu décourageant d'être insuffisamment entendus : la Chine est la plus grande prison du monde ; le gouvernement de Pékin est une dictature qui continue de réprimer les libertés de son peuple, à commencer par la liberté d'expression.

Prétendre qu'il existe «des avancées positives en ce domaine», comme le font quelques voix de plus en plus isolées, est une bien mauvaise plaisanterie. Le sort réservé aux moines tibétains en a, hélas, administré une preuve de plus. Quant à la tenue des Jeux olympiques, obtenue contre la promesse d'une démocratisation progressive du régime, elle semble avoir un effet inverse. Les anneaux transformés en menottes ne datent pas d'hier, or ce sont les Chinois eux-mêmes qui désormais en ont fait un symbole indiscutable. En s'expatriant pour accompagner la flamme – la séquestrer serait un terme plus approprié – ils ont également exporté leurs méthodes. Londres puis Paris ne sont pas près d'oublier cette milice en survêtements blancs et lunettes noires même sous la grêle, et sa brutalité. Vouloir arracher aux athlètes qui le portaient un badge aussi peu compromettant que «pour un monde meilleur» en dit long sur la rigidité paranoïde qui anime les organisateurs chinois, agents et représentants du parti... D'une certaine manière le harcèlement auquel nous les avons soumis les a publiquement démasqués. Sans doute pensaient-ils que les opinions britannique, française et américaine, se montreraient aussi dociles à leur endroit que le CIO de Jacques Rogge ou d'autres accommodantes institutions.

Pour notre part, nous retenons que l'obstination militante a fini par payer en acquérant de plus une dimension internationale qui n'a jamais cessé d'être notre objectif. Grâce à vous, qui avez été, qui êtes encore des milliers, à arborer nos anneaux de la honte, qui avez permis le coup d'éclat de Robert Ménard et de Jean-François Julliard, le 8 avril dernier, grâce à vous qui ne baisserez pas les bras. Bien qu'il soit impossible aujourd'hui de savoir à quoi ressembleront ces Jeux olympiques, nous sommes assurés qu'ils ne pourront en aucun cas s'ouvrir par la cérémonie d'autocélébration et de parrainage universel voulue par Pékin. Pour nous, il s'agit déjà d'un succès et pour ceux que nous continuerons à défendre, d'un espoir.

Pierre Veilletet, Président

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE LE 27 MAI À PARIS

L'assemblée générale annuelle de Reporters sans frontières se déroulera le mardi 27 mai, à partir de 20 heures, au cinéma Grand Action, 5, rue des Ecoles, dans le 5e arrondissement à Paris (Métro Cardinal Lemoine). Les débats et les votes statutaires seront suivis de la projection d'un film, «La Dame du vendredi», de Howard Hawks (1940).

■ **Relaxe** – La cour d'appel de Paris a confirmé, mercredi 12 mars, la relaxe de Philippe Val, directeur de la publication de *Charlie Hebdo,* jugeant que les caricatures du prophète Mahomet publiées en février 2006 par l'hebdomadaire satirique ne constituent pas "une injure" à l'égard des musulmans, comme l'affirmaient plusieurs organisations islamiques. L'appel avait été interjeté par la Ligue islamique mondiale (LIM) et l'Union des organisations islamiques de France (UOIF), parties civiles.

■ **Anniversaire** – Un rassemblement devant la mairie du XXe arrondissement de Paris a marqué le quatrième anniversaire de l'enlèvement et de la disparition, le 16 avril 2004 à Abidjan, du journaliste Guy-André Kieffer. Un portrait du disparu a été mis en place sur la façade de la mairie. Sa présence permanente doit rappeler que l'affaire n'est pas close et que beaucoup reste à faire pour que justice soit rendue.

■ **Sastisfaction** – Reporters sans frontières a exprimé, le 20 mars, sa satisfaction après l'annonce du retrait de la plainte déposée le 7 février par le chef de l'Etat à l'encontre du journaliste Airy Routier pour «faux, usage de faux et recel». Celui-ci avait fait état, sur le site Internet du *Nouvel Observateur,* d'un SMS de caractère très personnel envoyé, selon lui, par Nicolas Sarkozy à son ancienne épouse qui a démenti avoir reçu ce message. «Nous espérons que cette procédure restera un cas isolé. Porter plainte contre des médias n'était plus en France, depuis de nombreuses années, dans les usages des chefs d'Etat en exercice», a rappelé Reporters sans frontières.

■ **Prix** – Le jury du Prix RFI-Reporters sans frontières-OIF 2007, présidé par Hervé Bourges, a distingué les journalistes burkinabé Simon Gongo (catégorie Radio, Prix «Jean Hélène») et marocains Mehdi Sekkouri Alaoui et Youssef Ziraoui (presse écrite). Leurs prix leur ont été remis le 12 mars 2008 au salon du livre à Paris. Simon Gongo, dans un reportage intitulé «Odile, la mangeuse d'âmes», raconte l'histoire d'une femme accusée de sorcellerie et mise au ban de la société. L'article de Youssef (29 ans) et Mehdi (30 ans) a été publié dans *TelQuel* magazine à Casablanca, sous le titre «Sur la piste du sniper de Targuist», un Robin des bois du web qui avait filmé des gendarmes en flagrant délit de corruption.

■ **Theatre** – Le Théâtre Mouffetard à Paris a organisé, le 17 mars, une soirée autour de Robert Ménard pour parler de la liberté de la presse dans le monde dans le cadre de la programmation de la pièce *Quelqu'un pour veiller sur moi* de Frank Mc Guinness. Elle met en scène trois otages, un reporter irlandais, un médecin américain et un universitaire anglais retenus en otages dans une cellule à Beyrouth.

Pour promouvoir la liberté de l'information

Le Centre de Doha sera un lieu d'accueil, de réflexion et de proposition

C'est fait : le Centre de Doha pour la liberté de l'information est devenu une réalité. En quelques mois, sous l'impulsion de Sheikha Mozah, épouse de l'émir du Qatar, le projet présenté par Reporters sans frontières au mois d'octobre 2007 a été approuvé et financé. Le Centre est maintenant doté d'une personnalité juridique, d'un budget et d'une première équipe de permanents.

Robert Ménard et l'Emir du Qatar signent l'accord portant création du Centre de Doha

Il se met au travail avec l'ambition de ne pas être une énième coquille vide, dépensière et bureaucratique, mais une structure opérationnelle, soucieuse de résultats. À la fois maison d'accueil, dans la tradition d'hospitalité du monde arabe, lieu de réflexion et de propositions pour une meilleure défense des libertés d'opinion et d'expression.

Avec ce Centre, il s'agira moins de dénoncer les responsables des exactions commises – Reporters sans frontières continue évidemment à s'y employer - que d'accueillir, soigner, secourir les journalistes en danger. Et pas seulement les professionnels venant de la région ; l'action du Centre ne sera pas circonscrite au monde arabe, pas plus que musulman d'ailleurs. Réconforter les victimes, les aider à se reconstruire en leur offrant, à Doha, un véritable asile – temporaire mais chaleureux – et, dans le même temps, être présent sur le terrain, en assistant, matériellement, journalistes et médias harcelés ou menacés.

Le Centre ne se contentera pas de rappeler l'universalité de certaines valeurs, à commencer par la liberté d'expression, mais imaginera leur mise en œuvre dans des histoires, des cultures, des sensibilités différentes. Il veillera à ne pas confondre ce qui relève des spécificités de chacun – la démocratie n'a pas partout le même visage, les mêmes formes juridiques – et ce qui appartient en commun aux hommes et aux femmes par-delà leurs particularismes. Il proposera des moyens de faire progresser le pluralisme qui, seul, assure à chacun le respect des personnes. Il prendra soin pour cela de lancer des passerelles entre des mondes qui pourraient, si l'on n'y prend garde, non seulement s'ignorer ou se mépriser mais se combattre.

Il militera pour que le droit d'être informé, condition nécessaire à l'exercice à part entière de toute citoyenneté, soit pleinement respecté. Pour que le droit pénal international assure une meilleure protection de ceux qui font profession d'informer. Pour que la communauté internationale se donne enfin les moyens de ses ambitions et de ses discours. Il se battra pour que la lutte contre l'impunité, dont jouissent trop souvent les assassins de journalistes, ne soit pas seulement un vœu pieux. Il sera aux côtés des victimes dans les procès intentés à leurs bourreaux.

Mémoire vivante des combats menés au service de l'information, mémorial dédié aux journalistes tués, le Centre veut également offrir au grand public des clés pour comprendre en quoi le combat en faveur d'une information de qualité, indépendante des pouvoirs en place, ne doit pas être le souci des seuls professionnels.

Unique au monde, le Centre de Doha pour la liberté de l'information doit maintenant démontrer qu'il était non seulement utile mais qu'il peut devenir indispensable. À tous.

Robert Ménard

Un émirat pétrolier à l'heure de l'information

Doha est la capitale du Qatar, un émirat indépendant depuis 1971 situé dans le golfe Persique dont les eaux l'entourent presque entièrement à l'exception d'une courte frontière à l'ouest avec l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis. Il abrite, sur un peu moins de 12 000 kilomètres carrés, quelque 860 000 habitants dont un quart de Qataris. Il produit plus de 800 000 barils de pétrole-jour et exporte également d'importantes quantités de gaz. Sous l'impulsion du chef de l'Etat, l'Emir Cheikh Hamad bin Khalifa Al Thani, 58 ans, le pays s'est engagé dans un processus progressif d'ouverture politique. La censure a été levée en 1995 et si l'islam est religion officielle, la liberté de culte est garantie. Doha abrite le siège de la chaîne de télévision satellitaire *Al Jazeera*, surnommée un temps «la CNN arabe», lancée en novembre 1996 et dont l'Emir est le principal actionnaire.

Avez-vous "cybermanifesté"?

Le 12 mars 2008, plus de 3 000 personnes se sont donné rendez-vous sur la place Tiananmen à Pékin pour manifester contre la censure imposée par le gouvernement chinois sur Internet. Bilan : ni mort, ni blessé. Durant 24 heures, plus de 20 000 personnes ont rejoint l'initiative de Reporters sans frontières, à travers le monde : une cybermanifestation sur le Web, pour dénoncer les atteintes à la liberté d'expression en Birmanie, Chine, Corée du Nord, Cuba, Egypte, Erythrée, Tunisie, Turkménistan et Viêt-nam.

Dessin de Cambon

La censure du Web devient légale. De plus en plus de mesures, qui vont à l'encontre de la liberté d'expression, sont prises au nom de la lutte antiterroriste ou de la cybercriminalité. Des sites d'informations sont censurés et les blogueurs sont menacés au même titre que les journalistes. Par exemple, l'Ouzbékistan censure pour préserver «les valeurs culturelles et historiques» de la société. L'Arabie saoudite utilise quant à elle la lutte antiterroriste pour rendre responsable devant la loi «tout fournisseur ou distributeur de matériel informatique qui ne respecte pas les valeurs religieuses». Actuellement, des cyberdissidents sont derrière les barreaux pour avoir usé de leur droit à la liberté d'expression sur Internet, souvent en raison des articles critiques qu'ils ont publiés envers leurs gouvernements. Chacun y va de sa vision, réduisant petit à petit l'Internet à un Intranet national.

Une nouvelle liste des «ennemis d'Internet»

À l'occasion de ces "24 heures", Reporters sans frontières a publié une nouvelle liste des «Ennemis d'Internet». À l'Arabie saoudite, au Bélarus, à la Birmanie, la Chine, la Corée du Nord, Cuba, l'Egypte, l'Iran, l'Ouzbékistan, la Syrie, la Tunisie, le Turkménistan et au Viêt-nam se sont ajoutés deux pays d'Afrique subsaharienne : le Zimbabwe et l'Ethiopie. Depuis 2007, le gouvernement zimbabwéen a, par exemple, le droit d'intercepter toutes les communications téléphoniques et les correspondances par e-mails des citoyens afin de garantir la "sécurité nationale". De plus, ces pays - le Zimbabwe ou l'Ethiopie - ont choisi la Chine, pionnière en matière de censure sur Internet, pour développer leur Réseau…

À l'heure où ce pays est en passe de devenir le plus grand vivier au monde d'internautes, devant les Etats-Unis, avec 227 millions d'utilisateurs, la politique du Parti communiste chinois est l'une des plus répressives à l'encontre de la liberté d'expression sur le Web. Lors des événements du 14 mars qui ont opposé les autorités chinoises aux indépendantistes tibétains, l'information était très strictement maîtrisée. Par exemple, la rubrique "actualités" de la version chinoise du moteur de recherches de Google ne traitait aucune information relative à ces événements.

Le site de partage de vidéos en ligne *YouTube* a aussi été bloqué en raison de vidéos publiées par les internautes, qui montraient l'attitude des autorités chinoises envers les manifestants. Même le site Internet de la chaîne anglaise *BBC* est resté inaccessible près de dix jours en raison d'un article publié sur une manifestation dans les rues de Lhassa, la capitale tibétaine.

Vous pouvez toujours "cybermanifester" contre cette censure. Rendez-vous sur http://www.rsf.org/24heures/pages pour dénoncer la situation d'un pays ennemi du Net en cliquant sur son nom et en choisissant un slogan.

Clothilde Le Coz

La Journée du 3 mai

L'Europe aussi est dangereuse

Reporters sans frontières a enquêté sur les violences commises et les menaces proférées contre des journalistes au sein même de l'Union européenne. L'organisation s'est rendue au Pays basque espagnol et en Sicile et a interrogé des journalistes de l'ensemble des Etats membres. Les menaces sont multiples et d'origines diverses. Au Danemark, ce sont des islamistes fondamentalistes qui menacent des journalistes et des caricaturistes au nom de leur religion. En Espagne, l'ETA continue de faire peser de lourdes menaces contre les journalistes, obligés de travailler sous protection policière ou de fuir le Pays basque. L'autocensure en est d'autant plus forte. En France, ce sont dans les banlieues des grandes villes que les journalistes prennent des risques. Les vols de matériel, accompagnés d'agressions parfois violentes, sont nombreux. Certaines villes sont considérées à haut risque par les rédactions qui multiplient les précautions avant d'envoyer une équipe sur place. En Italie, les journalistes qui dénoncent les activités criminelles de la mafia s'exposent à de lourdes représailles. Tentatives d'assassinats, agressions, intimidations et menaces sont fréquentes en Sicile et en Calabre. Enfin, en Irlande du Nord, des délinquants, souvent issus de groupes paramilitaires loyalistes protestants, n'hésitent pas à menacer de mort les journalistes qui enquêtent sur leurs activités. Une balle a été envoyée à une rédaction avec le nom et l'adresse d'un journaliste.

■ **Distinction** – Robert Ménard aura le droit désormais d'arborer un ruban rouge à la boutonnière. Il figure en effet dans la promotion de Pâques 2008 de la Légion d'honneur.

■ **Plaidoiries** – «Et si Orwell voyait juste ?» C'est l'inquiétude exprimée par Marie-Tiphaine Descours et Bertille Piot, deux élèves du lycée Champagnat de Saint-Symphorien sur-Coise (69) devant le jury du 11ème concours lycéen de plaidoiries pour les droits de l'homme organisé au Mémorial de Caen. Devant quelque 3000 spectateurs, elles ont avec beaucoup de précision et de justesse montré comment nos contemporains étaient de plus en plus guettés, filmés, espionnés, écoutés, fichés à des fins sécuritaires, administratives, ou commerciales. Le jury, présidé par le chanteur Renaud, leur a attribué le prix spécial «Reporters sans frontières», l'association étant depuis de nombreuses années partenaire de cette manifestation. Le premier prix est allé à Lucie Simon du lycée Jean-Baptiste Dumas d'Alès (30) pour une très émouvante plaidoirie pour un jeune «sans papiers».

■ **Exposition** – Adjim Danngar, un jeune dessinateur de presse, ne peut plus exercer son activité au Tchad qu'il a dû fuir en 2004 en raison de quelques dessins irrespectueux à l'égard du chef de l'Etat, Idriss Déby. Il a finalement trouvé refuge à la Maison des journalistes où l'on peut voir ses dessins. On peut aussi les apprécier sur son blog : **adjimdanngar.over-blog.net/**

■ **Mouvements** – Alexis Poulin a rejoint le 14 avril 2008 l'équipe de Reporters sans frontières où il remplira les fonctions de responsable presse et coordonnateur international.

[Diplômé de l'IEP de Grenoble et de l'Institut d'études européennes (Paris VIII), Alexis Poulin a exercé depuis 1997 des fonctions de communication et de presse, notamment à l'ambassade de France au Royaume-Uni et à l'ambassade de Grande-Bretagne en France.]

Fanny Dumont, directrice de la gestion, a quitté l'organisation pour un poste à Bruxelles. Elle est remplacée par Élodie Truchon.

[Diplômée de l'Edhec, Élodie Truchon était auditrice chez PricewaterhouseCoopers à Paris.]

■ **Reseau** – Anja Vogel, journaliste à *Radio France*, chargée de l'actualité européenne, sera la nouvelle correspondante de Reporters sans frontières à Strasbourg.

Les multiples visages du contrôle

Les dirigeants chinois ont opté depuis une quinzaine d'années pour le libéralisme économique le plus débridé. Si l'Etat ne règne plus en maître absolu sur l'économie, laissant le champ - presque - libre à l'initiative privée, il n'en demeure pas moins sous le contrôle absolu du Parti communiste qui entend bien ne rien céder de son pouvoir sur le plan politique. Ce concubinage d'un capitalisme ne connaissant que la loi du profit et d'une vulgate marxiste toujours proclamée et chaque jour bafouée dans les faits, relève du grand écart.

Il serait absurde de nier en bloc tout effet positif de cette évolution qui a permis à la Chine d'accéder à la modernité et à des centaines de millions de Chinois d'améliorer leurs conditions de vie. Mais le prix en est énorme : prodigieux creusement des inégalités, sacrifice de plusieurs centaines de millions de paysans qui subissent tous les effets néfastes du processus en cours sans en tirer le moindre bénéfice, pollution massive, corruption galopante, brutalité, à tous les échelons du pouvoir, de notables à peu près sûrs de l'impunité.

Pour gérer une telle situation, les autorités ne peuvent que recourir, plus que jamais, au contrôle de l'information et à la censure. Mais la tâche est plus difficile que par le passé. La libéralisation économique n'a pas épargné les médias. En 2003, le XXVIème Congrès a mis fin officiellement au monopole exercé jusque-là directement par l'État et le parti sur les moyens d'information. Il s'est ensuivi, ces dernières

INTERVIEW

Une presse moderne et dynamique

- L'Etat et le Parti communiste ont renoncé à éditer eux-mêmes tous les journaux. Ils contrôlent directement *Le Quotidien du Peuple,* deux quotidiens dans chaque province et la revue théorique du parti. Pour le reste, ils ont invité les journaux à se financer eux-mêmes et à obéir aux lois du marché. Quelles sont les conséquences de cette décision ?

Agnès Gaudu – Elle a certainement ouvert une brèche dans un système d'information jusque-là totalement verrouillé. Mais l'autonomie de gestion ne signifie pas pour autant la liberté politique. Toutes les publications restent sous la tutelle d'organismes d'Etat ou du parti et doivent avoir ce que l'on appelle un «chapeau rouge». Mais le fait d'avoir rendu les entreprises de presse responsables de leur rentabilité a conduit à l'instauration d'une émulation entre titres. Les journaux doivent désormais lutter pour séduire leur public, augmenter leur diffusion et donc leurs recettes publicitaires. Cela a eu des conséquences sur le plan technique dans le domaine de la mise en pages, de l'utilisation de la couleur, du recours à l'image, mais aussi sur le plan éditorial. À tel point que même les journaux qui restent directement contrôlés par le parti ne peuvent désormais ignorer les problèmes de société soulevés par les autres titres. Ils ont un style moins «ampoulé», moins «langue de bois».

- Le public suit ?

- Oh que oui ! Il est très friand d'information. On recense désormais quelque 2000 journaux, c'est-à- dire des titres tirés sur papier journal, dont un millier de quotidiens et 9000 magazines touchant à tous les domaines. Un journal sur sept tiré dans le monde est chinois. La diffusion d'une dizaine de quotidiens dépasse le million d'exemplaires. Le *Nanfang Dushi Bao* («Le journal de la métropole du Sud») à Canton, vend plus de deux millions d'exemplaires. Des journaux du soir, de style très populaire, ont fait leur apparition dans les grandes métropoles comme à Shanghaï. Les paginations sont très volumineuses, cinq fois plus fortes en moyenne que celles des journaux français.

- Qui finance ?

La publicité pour l'essentiel. C'est le marché publicitaire de la presse qui a enregistré ces dernières années la plus forte croissance de toute l'économie chinoise.

- Une presse riche, puissante, potentiellement dangereuse donc. Comment s'exerce le contrôle des autorités ?

Le Département de la propagande donne des directives. Ce qui peut être dit, comment le dire, ce qui ne doit pas être dit. Il a des bureaux à tous les échelons territoriaux. Les consignes sont nationales mais aussi régionales et locales. Leur passation se fait de plus en plus oralement, par téléphone, pour éviter les fuites depuis que des emails sont tombés sous les yeux de journalistes occidentaux. Cette méthode accroît encore l'opacité du système et engendre une impunité encore plus forte. Pas de traces. Certains sujets ne doivent être traités qu'avec des dépêches de l'agence officielle *Chine nouvelle*.

Les hiérarchies sont responsables du suivi des consignes. Les journalistes touchent un salaire de base faible. L'essentiel de leurs revenus provient de primes qui leur sont attribuées en fonction de la «qualité» de leur travail, c'est-à-dire de leur docilité, dans le cadre d'un système très codifié. Leur bonne volonté est aussi stimulée par les «enveloppes rouges» qui leur sont remises par leurs interlocuteurs officiels lorsqu'ils font un reportage.

Si un journaliste s'écarte un peu trop des consignes ou aborde un sujet trop sensible, son article ne passe pas. Si son «mauvais esprit» persiste, il peut être «mis au placard», ce qui entraîne la fin des primes, voire licencié. Si sa hiérarchie le soutient, si le journal lui-même flirte trop avec les lignes rouges, les conséquences peuvent être plus graves : arrestations, procès, peines de prison mais aussi suppression du titre.

«Colère de Chine», le désespoir et la révolte des victimes du «miracle chinois»

Visite guidée à Xialei, un bourg perdu dans la campagne chinoise. Le guide est discret. On ne le voit que de dos. Le journaliste aussi est discret. Il sait bien qu'il ne devrait pas être là ! Le village s'est rebellé contre la construction sur ses terres d'une seizième usine de traitement du manganèse. La révolte a été matée. Fumées, paysage ravagé, rivière polluée, habitants désespérés.

Autre bourg, autre répression à Sheng You. La population a occupé un terrain vendu pour l'extension d'une usine. Les dirigeants locaux ont été grassement rémunérés pour cette «cession». Les habitants n'ont pas vu la couleur de l'argent. Mais ils ont vu un beau jour une horde de mercenaires se ruer sur eux. Le terrain a été dégagé. Six morts. L'épouse de l'un d'entre eux parle, sans peur, face à la caméra. Elle n'a

La Terre, «c'est notre vie !»

plus rien à perdre. «Ils nous prennent notre terre, dit-elle. Ils nous volent. La Terre, c'est notre vie !» le 29 mars, au Touquet, le prix Olivier Quémener-Reporters sans frontières. Le jury aussi était en colère. **D.J.**

de l'information en Chine

années, un formidable bouillonnement avec la création de très nombreux titres, magazines et quotidiens, certains avec une forte diffusion, notamment dans les grandes métropoles comme Canton et Shanghaï. Il a bien fallu laisser se soulever un peu le couvercle de la marmite d'autant plus que la population fait montre d'une énorme soif d'information. La fulgurante progression du nombre des internautes en témoigne : un Chinois sur six, soit quelque 230 millions.

Pour garder le contrôle de l'information, au moins sur les sujets essentiels tels que la nature du régime, les minorités ou encore les activités des dissidents et, actuellement, le déroulement des J.O., les autorités recourent donc à des pratiques multiples et diversifiées, des plus brutales, telles que les arrestations et les condamnations, les agressions et les enlèvements, aux plus sournoises, provocations, menaces, corruption, surveillance permanente. Elles utilisent pour ce faire les moyens les plus archaïques comme les plus sophistiqués, du gourdin aux dispositifs électroniques de contrôle du Web ou aux équipements lourds permettant de brouiller les radios étrangères.

Agnès Gaudu, responsable de la Chine à la rédaction de *Courrier international* et Vincent Brossel, responsable du bureau Asie de Reporters sans frontières décrivent ci-après le système médiatique chinois et les moyens mis en œuvre pour contrôler l'information. – D.J.

sous très haute surveillance

Avant d'en arriver là, le pouvoir peut recourir à des méthodes plus discrètes : menaces, chantage, tarissement de la publicité.

J'ajoute que les pressions, les menaces, les sanctions ne sont pas le seul fait du Département de la propagande. Elles peuvent émaner de toutes sortes d'autorités ou de notables, municipalités, potentats locaux, patrons… qui réagissent violemment et impunément à toute mise en cause. Cela se traduit par des violences, agressions, séquestrations, meurtres même.

Le contenu des journaux est inspecté à la loupe par une armée de fonctionnaires du Département de la propagande, là encore à tous les niveaux territoriaux. Ils sont assistés par des comités de lecture bénévoles composés de «seniors» tout dévoués à la cause du Parti. Toutes les «fautes» sont relevées.

- Quels sont les sujets les plus sensibles ?

Tout ce qui touche au pouvoir, à la manière dont il est exercé ; les questions de souveraineté particulièrement, concernant Taïwan, le Tibet, le Sinkiang ; la doctrine et l'activité du Falungong. Les autorités veillent aussi à ce que rien ne vienne troubler «l'harmonie de la société». Elles imposent le silence sur tous les événements historiques de nature à remettre en cause la bienfaisance, la légitimité du régime. L'interdit porte particulièrement sur la répression de la place Tienanmen. Enfin, évidemment, la censure est particulièrement féroce s'agissant de toute information sur l'activité des dissidents et la répression dont ils sont l'objet.

- Peut-on voir cependant dans l'évolution du secteur de la presse ces dernières années des facteurs positifs ?

La notion même de «scandale» est désormais aujourd'hui fermement établie. Il peut y avoir des scandales et on peut en parler publiquement. C'est complètement nouveau. La presse rapporte par exemple des cas de corruption, des affaires de pollution, des brutalités commises par la police ou par des milices qui vont jusqu'à battre à mort des citoyens. Les journaux protestent, suscitent une émotion publique, en rendent compte. De ce point de vue, la «nouvelle» presse remplit indéniablement une des fonctions attachées à toute presse qui se respecte, même si c'est encore avec des limites. On peut noter cependant que la révélation de ces affaires vient parfois à point dans des domaines ou sur des sujets qui sont dans l'air du temps. Les journalistes font leur travail sur les sujets qu'ils estiment pouvoir investir avec une certaine chance de succès. Il n'y a pas forcément connivence, mais la première qualité d'un journaliste chinois, c'est son flair politique.

L'économie et les questions sociales sont également assez largement traitées. La presse informe largement sur les conditions de travail, les salaires, les types de contrats, les abus des employeurs. L'industrialisation, la modernisation, le développement du salariat qui l'accompagne, l'émergence de classes moyennes doit s'accompagner de réformes. Le pouvoir en est conscient. Le droit du travail vient d'être modifié : obligation du contrat de travail, interdiction des licenciements sans justification… La presse a bien accompagné ce mouvement, dénonçant les patrons qui s'y opposaient, mettant en exergue les dénis de droit. La presse – au moins une partie - pousse indéniablement à plus de justice sociale, à la lutte contre les abus.

Des sujets plus sensibles sont même traités, souvent d'abord par des chercheurs et des universitaires dans des revues plus ou moins confidentielles. Les droits de l'homme sont abordés comme récemment sur la détention administrative et la peine de mort. Des juristes ont lancé un appel repris par certains médias pour demander, non pas sa suppression, mais sa limitation en posant également le problème des erreurs judiciaires.

Propos recueillis par Daniel Junqua

Outre *le Quodidien du peuple* (3 millions d'exemplaires servi automatiquement à toutes les administrations et cellules du parti) et deux quotidiens par province, le pouvoir conserve le contrôle direct de l'agence Chine nouvelle et des médias audiovisuels. Quelque 40 000 fonctionnaires surveillent par ailleurs l'Internet dans le cadre du dispositif «Bouclier doré».

«Ce n'est pas juste !» Non, c'est infâme !

Pékin, Chine : Zeng Jinyan, à la sortie du procès de son mari, le défenseur des droits de l'homme Hu Jia, le 3 avril 2008.
Photo AFP / Teh Koon

Hu Jia. Dissident chinois, 34 ans. Trois ans et demi de prison le 3 avril 2008 pour «incitation à la subversion du pouvoir de l'État». Irréductible défenseur des droits de l'homme. Pas question qu'il gâte la fête des J.O. en se répandant auprès des journalistes ! Son épouse, Zeng Jinyan, bouleversée par le verdict, a déclaré : "C'est injuste. Leur preuve, c'est qu'il a publié sur Internet cinq articles qu'il a écrits et donné deux interviews avec la presse étrangère, ce n'est pas juste !" Non. Ce n'est pas juste. L'Union européenne qui avait demandé sa libération se tait. Le CIO aussi. Pékin voulait montrer son mépris des pressions et faire un exemple pour intimider les dissidents tentés de suivre l'exemple de Hu Jia. C'est réussi !

Au moins connaît-on Hu Jia. Qui connaît Chen Renjie et Lin Youping ? Ils sont emprisonnés depuis juillet 1983. Leur crime ? Ils avaient lancé une revue dissidente clandestine *Ziyou Bao* (Le rapport de la liberté), vendue à plus de 300 exemplaires. Le «juge» les a reconnus coupables de «propagande et d'incitation au renversement de la dictature démocratique du prolétariat et du système socialiste» ainsi que d'espionnage au profit de Taïwan. Chen Renjie a été condamné à la prison à vie, Lin Youping à la peine capitale, commuée ensuite en prison à vie. Vingt-cinq ans qu'ils pourrissent en prison. Ce n'est pas seulement injuste. C'est infâme ! En Chine, quand vous êtes condamné «à vie», pour délit d'opinion, vous ne sortez que les pieds devant !

Le contrôle de l'information en Chine

De nouveaux périls pour les journalistes étrangers

La crise au Tibet et les manifestations internationales lors du passage de la flamme ont réveillé les démons du nationalisme chinois. Avec la complicité des autorités, des internautes, des journalistes et des citoyens chinois sont partis en guerre contre les "séparatistes tibétains" et tous ceux qui les soutiennent, notamment les médias internationaux. Certains journalistes de la presse libérale chinoise, notamment du *Nanfang Dushi Bao,* sont également harcelés.

Depuis le 10 mars, on assiste à des manifestations plus ou moins spontanées visant les médias étrangers accusés d'être antichinois, et qui s'étendent maintenant à un boycott commercial qui cherche sans nul doute à faire pression sur les pays hésitant quant à la posture à avoir avant les JO. Au moment même où les autorités de Pékin expulsaient les derniers journalistes du Tibet, des internautes et la presse officielle ont commencé à lancer des attaques très vives contre la "clique du dalai-lama" et les médias occidentaux qui accordaient une large couverture aux événements de Lhassa.

Des appels au meurtre

Alors que sur l'Internet chinois, il est impossible de publier un message sur le Tibet sans qu'il soit tout d'abord filtré et contrôlé par les cybercenseurs, on a vu apparaître des appels au meurtre des "séparatistes tibétains". Ces menaces de mort se sont tournées vers les médias étrangers après le fiasco de la visite organisée d'une vingtaine de correspondants étrangers à Lhassa. Alertés sur la situation par un groupe de moines tibétains, les reporters ont parlé de la répression et du climat de peur, alors que le gouvernement chinois espérait des reportages sur le retour à l'ordre et la responsabilité des Tibétains dans des violences.

Les correspondants de la chaîne *CNN* sont particulièrement visés par cette campagne virulente accusant ses journalistes d'être des "leaders des menteurs" et des racistes. Le site anti-cnn.com qui dénonce les mensonges de la chaîne d'Atlanta et d'autres médias occidentaux, demande aux jeunes Chinois d'envoyer des fax et des emails à *CNN* pour demander des excuses. Des messages aux formules injurieuses : "Vous, chiens errants [Américains] n'êtes pas les bienvenus en Chine. Vous allez souffrir à cause de vos reportages biaisés", et menaçantes : "Tôt ou tard, je vais vous tuer", sont envoyés aux journalistes.

Les coordonnées personnelles des journalistes, notamment ceux de l'agence Associated Press, et des quotidiens *The Wall Street Journal* et *USA Today,* ont été mis en ligne sur des sites chinois. Proposant ainsi des cibles faciles aux nationalistes. Face à l'ampleur de la crise, le Club des correspondants étrangers en Chine a adressé, dès le 7 avril, des consignes de sécurité à tous ses membres. Le ministre chinois des Affaires étrangères a déclaré, de son côté, ne pas être en mesure de contrôler ces messages diffusés sur Internet, et n'a jamais privilégié la sécurité des journalistes étrangers.

C'est donc dans un contexte tendu et hostile que quelque 30 000 journalistes vont arriver à Pékin et en Chine pour couvrir les Jeux olympiques. Rien ne permet d'affirmer que cette vague nationaliste va s'apaiser. La répression au Tibet et le refus des autorités de concéder des améliorations sur les droits de l'homme risquent de radicaliser la situation.

Trouver interlocuteurs… et «fixeurs»

Les journalistes étrangers vont être confrontés à bien d'autres problèmes et tout d'abord, celui de trouver des interlocuteurs chinois qui puissent leur parler de la situation des droits de l'homme. Si depuis quelques années, les langues se sont déliées, notamment à Pékin, il est toujours aussi risqué de témoigner sur le manque de libertés face à la caméra d'un journaliste étranger.

Ceux parmi les dissidents qui ont mené campagne sur la situation des libertés avant les JO, sont les cibles d'une répression impitoyable. L'exemple le plus médiatisé est celui du militant Hu Jia (lire page 5). D'autres témoins gênants ont été emprisonnés : l'un des fondateurs du Parti démocrate chinois, Zhu Yufu, a été condamné à une peine de prison dans la province de Hangzhou (Est). La militante des droits de l'homme, Zheng Mingfang, a été envoyée pour deux ans dans un camp de rééducation par le travail, début avril, pour une lettre ouverte sur les JO.

La police a également ordre de repousser les journalistes étrangers qui tenteraient d'entrer dans des villages où ont eu lieu des troubles. En 2007, pas moins de sept journalistes ont été interpellés ou agressés alors qu'ils tentaient d'accéder au village de Sheng You (sud de Pékin) où, en 2005, des hommes de main avaient tué six personnes et blessé plus de cinquante autres.(Lire page 4). Cela a concerné *l'Agence France-Presse*, la *BBC World Service* et la correspondante de *Swiss TV,* Barbara Luthi, qui a été frappée par des policiers. Des journalistes allemands ont reçu des pierres lancées par des voyous employés par la police pour les éloigner de la maison de l'épouse de l'avocat aveugle emprisonné Cheng Guangcheng.

Pour réaliser des reportages autres que sportifs, les journalistes étrangers, dont une infime minorité parle chinois, devront également trouver des journalistes ou des traducteurs chinois qui accepteront de prendre des risques.

Il y a une pénurie à Pékin de bons "fixeurs" capables d'aider un reporter étranger dans une enquête sensible. Les médias installés à Pékin travaillent avec des chercheurs ou des traducteurs chinois attitrés, du fait qu'il est toujours impossible d'embaucher un Chinois comme journaliste. C'est un métier à risque comme l'a montré le cas de Zhao Yan, chercheur pour le *New York Times,* qui a purgé une peine de trois ans de prison. A travers lui, les autorités voulaient intimider tous les journalistes chinois qui ont "trahi" en travaillant pour la presse étrangère. Le Guide des correspondants pour les JO recommande de travailler avec les organismes accrédités par les autorités chinoises pour trouver un traducteur. Recourir à leurs services, c'est être assuré de devoir collaborer avec un délateur au service des autorités.

Encore récemment, un reporter britannique qui faisait un reportage sur la préparation des JO a été obligé de changer deux fois de fixeur. Ceux qu'il avait recrutés étaient terrorisés à l'idée de travailler avec lui sur le problème des prisons illégales de pétitionnaires ou les dissidents.

Des entraves plus subtiles

Le gouvernement a prévu d'autres entraves au travail des journalistes étrangers : le blocage de centaines de sites Internet d'informations, notamment ceux des organisations non gouvernementales et des médias chinois en exil, le brouillage des radios internationales, et la surveillance de la téléphonie et des télécommunications. Et pour ne pas laisser le temps aux journalistes étrangers de s'intéresser aux sujets qui fâchent, les organisateurs ont prévu de les inonder d'informations et d'invitations. "Il y a deux événements par jour. Ils veulent nous occuper en permanence", nous a récemment expliqué un correspondant à Pékin.

On est donc bien loin des promesses de Wang Wei en 2001 à Moscou qui garantissait une liberté de la presse totale pour les J.O.

Vincent Brossel

Reporters sans frontières sur tous les fronts

Photo AFP

De gauche à droite : à Olympie, Jean-François Julliard déploie le drapeau Pékin 2008 avec les anneaux olympiques en forme de menottes. Robert Ménard l'a hissé sur la cathédrale Notre-Dame. Manifestation à Wilmington (USA) devant l'assemblée générale de Coca-Cola.

Deuxièmes «Assises du journalisme» à Lille

Lille accueillera, les 21, 22 et 23 mai, la deuxième édition des "Assises Internationales du journalisme", une manifestation organisée par l'association «Journalisme et citoyenneté» présidée par Jérôme Bouvier. En mars 2007, les Assises, réunies à Lille et Arras, s'étaient interrogées sur «Un monde sans journalistes ?». Le thème de réflexion proposé cette année, «A quoi sert un journaliste ?» n'est pas moins ambitieux et aussi provocant. La structure des travaux, qui se dérouleront au Nouveau Siècle, est articulée le matin autour d'ateliers qui sont reconnus au titre de la formation professionnelle continue et l'après-midi de tables rondes, débats et conférences. Ils permettront, entre autres, de mieux connaître le journalisme aux Etats-Unis et en Italie et de confronter les points de vue sur les journalistes qui créent leurs médias sur Internet comme Rue 89, *Bakchich* ou le dernier en date, *Mediapart.*

Reporters sans frontières soutient, comme l'an dernier, cette manifestation dont Jérôme Bouvier, son initiateur, expose ci-dessous les objectifs et les modalités.

À quoi sert un journaliste ?

A quoi sert un journaliste en Chine ? À quoi sert un journaliste sous le règne de l'immédiat numérique ? À quoi sert un journaliste sportif devant un stade où il n'a pas le droit d'entrer ? À quoi sert un localier qui n'a plus d'autres confrères sur sa contrée ? À quoi sert un journaliste qui a perdu la confiance du public ? À quoi sert un journaliste au chômage ? À quoi sert un journaliste qui ne doute plus, qui ne s'interroge plus sur son métier ?

La liste est longue des questions qui se posent à notre métier. Pas facile d'y répondre. Pas facile d'avancer quand personne ne peut être sûr de ce que sera le journalisme dans 10 ans !

Mais au moins pouvons-nous commencer par en parler. Prendre le temps de débattre. Débattre entre nous et avec les citoyens de ce qui fait le journalisme aujourd'hui. De nos pratiques. De nos doutes. De nos craintes. De nos espoirs.

C'est la première fonction des Assises Internationales du journalisme. Créer le lieu et le moment de l'échange. Prendre le temps, une fois l'an, de nous rencontrer indépendamment de nos agendas, de nos tribus, de nos médias.

Pouvons-nous rester les bras ballants quand un citoyen sur deux doute du travail que nous faisons ? Peut-il y avoir une information de qualité quand l'émetteur et le récepteur ne se font plus confiance ? Les débats des premières Assises l'ont bien montré : c'est la question principale !

Pour regagner cette confiance perdue, les pistes se dessinent qui seront au cœur de nos discussions dès le 21 mai au matin.

Réaffirmer avec force que le journalisme est un métier. Qu'il est le seul à même de garantir la qualité d'une information. Ne pas craindre de dire qu'entre Google et le citoyen, il y a le journalisme ! Mais à la condition, bien sûr, de savoir nous remettre en cause. Casser ce qui est trop souvent ressenti comme de l'arrogance pour nouer avec nos publics un débat transparent sur les faiblesses et les vertus de ce métier. Nos combats n'ont de sens que si les citoyens sont assurés qu'ils en seront les premiers bénéficiaires.

L'indépendance des rédactions. La protection des sources. La précarisation. Le temps rogné sur l'enquête et la vérification des faits. Tous ces thèmes majeurs ne peuvent être résumés à des conflits entre salariés et employeurs. Ils conditionnent la qualité de notre démocratie.

Dessin de Cambon

Risquons une lapalissade : pour qu'un média existe, il faut un éditeur, des journalistes et un public pour le lire, l'écouter ou le regarder.

C'est sur la qualité de ce trépied qu'il convient de progresser. C'est sur ce principe que nous espérons réunir à Lille ces trois acteurs qui trouveront ensemble, ou ne trouveront rien.

Entre Google et le citoyen, il y a le journalisme

Trois jours, c'est bien peu pour évoquer tout cela. Mais nous avons vu l'année dernière que cela pouvait permettre de faire lever des graines. Le travail sur La Charte Qualité de l'Information que nous avons mené tous ensemble au deuxième semestre 2007 en est un bon exemple. Nous le présenterons au premier jour des Assises.

«À quoi sert un journaliste ?» donc. Cette question sera le fil rouge des prochaines Assises. À quoi sert un journaliste dans un monde où le bruit («L'incroyable Unité de Bruit Médiatique»), le chaos des infos se veulent chaque jour plus enivrants ? À rajouter du bruit ? À relayer des SMS ? ou à vérifier, faire le tri, essayer d'aider à comprendre le monde ? Cette question sera présente dans les ateliers du matin qui seront consacrés à l'éthique ou la déontologie : faut-il adopter une charte ? Une instance de régulation ? Comment se mettre d'accord sur ce que doit être une entité rédactionnelle ? Mais aussi dans les ateliers plus spécifiques : la question du pluralisme à l'heure des monopoles régionaux ; ou encore celle, vitale, posée aux journalistes sportifs, et qui risque demain d'être posée à bien d'autres catégories : faut-il payer des droits pour avoir le droit d'informer ? La "soirée citoyenne" du jeudi soir portera sur le service public de la télévision. Et les «labos de l'info», une innovation, seront consacrés aux espoirs que font naître les aventures éditoriales lancées aujourd'hui par des journalistes comme Pierre Haski, Edwy Plenel, Nicolas Beau, Patrick de St Exupéry, et tant d'autres. Ils seront là pour en parler et en débattre.

Jérôme BOUVIER

www.assisesdujournalisme.com

Le courrier de Reporters sans frontières
Publication trimestrielle
Prix 1,5 € - Abonnement un an : 5 €
Commission paritaire n° 1209 G 85769
Directeur de la publication : Robert Ménard
Rédacteur en chef : Daniel Junqua assisté de Christine Leduc
Réalisation et impression : Editions Mimosa
262, avenue Maurice Planès - 34077 Montpellier
Edité par Reporters sans frontières
Association loi de 1901 reconnue d'utilité publique
47, rue Vivienne - 75002 Paris
Tél : 01 44 83 84 84 - Mail : rsf@rsf.org - Site : www.rsf.org

Profession : journaliste irakien... exilé

210 professionnels des médias ont été tués depuis le début de la guerre en Irak en mars 2003. On dénombre également 87 prises d'otages depuis cette date. Derrière ces chiffres sans précédent se cache une autre réalité, souvent occultée, pour les collaborateurs des médias irakiens. Face à la recrudescence des violences dans le pays et après être devenus des cibles directes pour les miliciens chiites comme sunnites, un grand nombre de journalistes n'ont eu d'autre choix que d'emprunter le chemin de l'exil. Une décision difficile quand on sait les conditions de vie des réfugiés et l'absence d'une véritable politique d'accueil à l'échelle mondiale. Ils sont des centaines à avoir quitté l'Irak, laissant derrière eux leur famille, leur maison mais également leur carrière. Peu d'entre eux arrivent à retrouver du travail dans le journalisme. Le départ vers l'exil n'est pas un choix professionnel. Partir est une question de survie.

Les journalistes irakiens prennent des risques chaque fois qu'ils vont sur le terrain ou tout simplement qu'ils quittent leur domicile. Amir, rédacteur en chef d'un quotidien à Bagdad, s'entoure de nombreuses précautions : «Chaque matin, je vérifie le châssis de ma voiture. J'emprunte un trajet différent pour aller à la rédaction. Je ne révèle à personne la nature de mes activités, pas même à mes voisins». Si les correspondants étrangers ont payé un lourd tribut au début de la guerre, les journalistes irakiens se retrouvent à présent en première ligne. 56 professionnels des médias ont été tués dans le pays en 2007, tous, sauf un, de nationalité irakienne.

Et personne n'est à l'abri de ces meurtres. En début d'année, des hommes armés ont exécuté, dans sa voiture, le secrétaire général du Syndicat des journalistes. Chihab Al-Tamimi avait passé ces dernières années à militer pour le respect de la liberté de la presse et la protection des journalistes.

Le ministère irakien de l'Intérieur a certes ouvert des enquêtes, mais seul un nombre insignifiant d'entre elles a abouti à des arrestations. La grande majorité des assassins jouit d'une totale impunité. Les professionnels de l'information sont aussi les cibles d'enlèvements pour des raisons politiques ou tout simplement par appât du gain. Les autorités irakiennes appellent, bien entendu, au respect de la liberté de la presse, mais sont incapables d'endiguer cette violence. En proposant, fin février 2008, d'accorder un permis de port d'armes aux journalistes, le gouvernement a avoué son impuissance.

Quand la vie bascule

Les journalistes réfugiés à l'étranger ont quitté l'Irak après avoir échappé à une tentative d'assassinat ou reçu des menaces directes. Le correspondant de l'agence de presse espagnole *EFE* a vu sa vie basculer chez le boulanger de son quartier. Il a remarqué des affichettes sur le mur du magasin, lu machinalement leur contenu et découvert, ébahi, son nom. «Il y avait vingt-trois noms sur cette affiche, je m'en souviens très bien, mon nom était le 17e c'était en février 2007.» L'affiche ne comportait que ces noms, sans autre précision, mais son quartier étant contrôlé par Al-Qaida, il a décidé de partir immédiatement avec sa femme et ses deux enfants.

La majeure partie des réfugiés irakiens se retrouve en Jordanie et en Syrie. S'ils sont environ 200 en Jordanie, il n'est pas possible d'évaluer exactement leur nombre en Syrie. Les journalistes, qui ne bénéficient pas de facilités pour obtenir des visas

auprès des ambassades occidentales, se dirigent naturellement vers ces deux pays limitrophes de l'Irak. Le royaume hachémite, base arrière d'un grand nombre de médias irakiens, constitue de ce fait la destination privilégiée des journalistes. Amman, qui héberge plusieurs bureaux régionaux de médias, peut leur offrir la possibilité, quoique faible, de poursuivre leur activité en toute sécurité.

Le prix de l'exil

En Europe, où ils sont plusieurs dizaines, seule une petite minorité des journalistes exilés exerce toujours la profession. Première barrière à franchir avant de pouvoir postuler, la langue. Ahmed Al-Allef, ancien fixeur du quotidien *Le Monde*, réfugié en France, souhaite tourner la page et se consacre à ses cours de français. «J'ai perdu ma maison, ma voiture, mes économies. Ma famille est dispersée aux quatre coins du monde. Malgré cela, je veux commencer une nouvelle vie et je m'y efforce en apprenant le français.» Grâce à l'aide de son employeur, Ahmed a obtenu en sept mois le statut de réfugié.

Une fois en Europe, les Irakiens n'ont généralement pas de difficultés à obtenir un permis de séjour. En revanche, il leur est devenu quasiment impossible d'obtenir un visa au titre de l'asile auprès des ambassades occidentales à Bagdad, Amman ou Damas. À quelques exceptions près, les pays occidentaux ont choisi de soutenir financièrement les pays d'accueil des réfugiés irakiens, comme la Syrie ou la Jordanie, plutôt que d'ouvrir leur porte.

Pourtant les deux voisins de l'Irak sont dépassés par les flux de réfugiés. Ils n'ont ni les moyens financiers ni les infrastructures pour les accueillir. En 2007, la Syrie a même institué un visa d'entrée obligatoire pour les Irakiens (environ 50 dollars). La Jordanie a quasiment fermé ses frontières, mi-2006, aux ressortissants irakiens. Dans ces deux pays, les Irakiens n'ont pas facilement accès aux emplois de journalistes dans un média local. La préférence nationale est la règle et il est difficile d'y déroger.

Le retour en Irak des journalistes qui ont quitté leur pays n'est pas, pour l'instant, envisageable alors que les groupes armés sont toujours actifs.

Ils n'ont aucune assurance que ces terroristes ne s'en prendront pas à nouveau à eux. Cinq ans après le début du conflit, le pays demeure le plus meurtrier pour les journalistes. Trois d'entre eux ont été tués depuis le début de l'année 2008. Si nous sommes encore informés sur ce qui se passe en Irak, c'est grâce au courage et à la témérité de ceux qui poursuivent leur mission malgré les menaces partout présentes.

Hajar Smouni

Un couple de «fixeurs» dans la tourmente

Après la chute du régime de Saddam Hussein, en mars 2003, l'afflux de journalistes occidentaux a permis à Basma et Ahmed, un couple de journalistes irakiens parlant l'anglais, de travailler pour de grands médias internationaux. Tour à tour guides, traducteurs ou chauffeurs, ils ont pris des risques en accompagnant des étrangers sur le terrain. Après un reportage sur les sources de financement des milices, le couple a reçu des menaces par téléphone. En mai 2006, leur domicile a été visité et saccagé en leur absence par des hommes armés qui ont volé leur matériel de travail. Réfugiés chez des parents, toujours menacés, ils ont fui à Damas où ils ont obtenu la protection temporaire du HCR. Leurs économies épuisées, ils se trouvent dans une situation très précaire. Sans carte de séjour, ils ne peuvent obtenir du travail et un logement décent. Ils ont adressé des demandes de visa à une quinzaine d'ambassades occidentales. Sans succès. Certaines chancelleries leur ont demandé de déposer leur demande… à leurs bureaux à Bagdad ! Ils gardent encore l'espoir de décrocher le sésame qui leur ouvrira la porte de l'Europe.